

*l'Assemblée territoriale*) (p. 1408) Art. 23 : *Amendement de M. Malbrant (Attributions individuelles des membres du Conseil du Gouvernement)* (p. 1410).

**GUÉRARD (M. Pierre)**, *Député de la Seine* [3<sup>e</sup> circonscription.] (R.I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de la comptabilité [16 juillet 1953] (F. n° 278), [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216) (1) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [24 juillet 1953] (F. n° 283). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

#### Dépôts :

Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions relatives à la fixation des cotisations dues par les travailleurs indépendants, au titre des allocations familiales, n° 3238. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948, afin de faire cesser toute discrimination entre pensionnés anciens combattants bénéficiant d'annuités de campagnes doubles, n° 3470. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour les motocyclistes le port d'un casque protecteur, n° 3774. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une

(1) Démissionnaire le 21 juillet 1953 (F. n° 280).

caisse nationale autonome de l'Habitat ayant pour mission de réaliser en cinq années la construction de 300.000 logements, n° 5046. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 juillet 1941 afin de maintenir aux agents des collectivités locales leurs droits acquis, en ce qui concerne leur régime de retraites, n° 5390. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services publics les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945, fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, n° 5813. — Le 26 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'augmentation des tarifs de chemins de fer les billets collectifs afférents aux colonies et camps de vacances se déplaçant à plus de 400 kilomètres, n° 6357. — Le 13 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre les mesures propres à accroître la sécurité routière, n° 6856. — Le 6 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à associer les fonctionnaires à son œuvre de réforme administrative, n° 8275. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'Education nationale sur la proposition de résolution (n° 5683) de M. Verdier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer à tout allongement de la durée des études supérieures exigée pour l'obtention d'un diplôme, tant que ne sera pas instituée l'allocation d'études, n° 8945. — Le 27 juillet 1954, une proposition de loi tendant à réviser le fonctionnement du contentieux fiscal en matière d'impôts directs, n° 8975. — Le 10 août 1954, une proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale des prestations familiales, n° 9121. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser une journée nationale d'assistance aux réfugiés du Viet-Nam, n° 10230. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à réviser les majorations de rentes viagères du secteur public, n° 10573. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder à certains assurés âgés de plus de 60 ans le 1<sup>er</sup> avril 1946 une liquidation ou une révision

de leur rente vieillesse, tenant compte des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans, n° 10574. — Le 22 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 54-1042 du 19 octobre 1954 relatif aux sanctions prévues en cas de retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale, n° 10991. — Le 26 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 10480) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'allocation des économiquement faibles, n° 11319.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Valentino tendant à verser en une seule fois, en octobre, l'allocation scolaire* [7 septembre 1951] (p. 7040) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection académique (Poste d'inspecteur général à la formation pédagogique)* [18 décembre 1951] (p. 9294, 9296) ; *le retire* (p. 9296). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative au prix du bois [25 janvier 1952] (p. 382). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Augmentation des allocations familiales)* [19 février 1952] (p. 825) ; — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1384). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le personnel remplaçant de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré (*Titularisation des suppléants*) [11 avril 1952] (p. 2215). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative à l'imposition à la surtaxe progressive des mutilés pensionnés à plus de 40 0/0 [6 juin 1952] (p. 2700, 2701). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour la convention financière franco-belge : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3888) ; — d'une proposition de loi relative

à la vente d'immeubles par appartements : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'insuffisance de la construction de logements)* [10 octobre 1952] (p. 4219) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3134 : *Ecoles primaires élémentaires (Concentration des locaux scolaires dans les campagnes)* [8 novembre 1952] (p. 4905) ; Chap. 3496 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements (Bulletin officiel de l'Education nationale)* (p. 4968) ; *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative à l'évacuation de locaux commerciaux dans le troisième arrondissement de Paris [14 novembre 1952] (p. 5124). — Est entendu sur une demande de tenue de séance supplémentaire : *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5428). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 10 : *Amendement de M. Delbez tendant à abroger la loi du 8 juin 1948 sur l'épuration des officiers de réserve* [27 novembre 1952] (p. 5780) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ; Art. 8 : *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif* [30 janvier 1953] (p. 741) ; INTÉRIEUR, Art. 4 bis : *Amendement de M. Quinson tendant à supprimer l'article relatif à l'intégration de 40 fonctionnaires dans le corps des administrateurs* [3 février 1953] (p. 823) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 34 : *Discussion d'une motion déclarant irrecevables tous les amendements non liés aux articles restant à discuter* [27 février 1953] (p. 1466) ; Art. 15 : *Sous-amendement de M. Delbez tendant à ne réintégrer les fonctionnaires révoqués qu'en cas de vacances dans leur emploi* [10 mars 1953] (p. 1756) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à ne prévoir aucune réintégration de plein droit* (p. 1772) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendement de M. Delbez relatif à la réintégration des officiers de réserve épurés* (p. 1772) ; — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 mars 1953] (p. 1618) ; — des

interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur les enquêtes auprès des parents d'élèves)* [6 mars 1953] (p. 1683) ; *Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1842, 1843) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones : *Motion préjudicielle de M. M. Grimaud tendant à l'ajournement du débat (Distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil économique, absence d'avis de la Commission de la justice)* [20 mars 1953] (p. 2110) ; Art. Additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la restitution du terrain s'il ne reçoit pas la destination prévue* [27 mars 1953] (p. 2500) ; *Son amendement tendant à faire restituer aux propriétaires les terrains expropriés et non utilisés* (p. 2511, 2512) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Importance du problème de l'aménagement par zones, liaison inopportune avec celui du logement, majorité massive au Conseil de la République pour les dissocier)* [24 juillet 1953] (p. 3900) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Texte acceptable, grâce aux amendements adoptés ; Application « extrêmement prudente » recommandée au Gouvernement)* (p. 3908) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 mars 1953] (p. 2222). — Dépose une demande d'interpellation : sur le retard apporté à la parution du statut du personnel de la préfecture de police [12 mai 1953] (p. 2638) ; — sur les graves incidents du défilé communiste du 14 juillet [16 juillet 1953] (p. 3502) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Incidents déjà survenus au cours des défilés antérieurs* [16 juillet 1953] (p. 3510). — du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 6 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à limiter à deux les navettes entre les Assemblées, l'avis final de l'Assemblée Nationale devant être donné à la majorité absolue si celui du Conseil l'a également été* [22 juillet 1953] (p. 3771). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question concernant le calcul des indemnités des personnels de

différents établissements d'enseignement [23 octobre 1953] (p. 4534). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Demande de prise en considération du projet gouvernemental, présentée par le Gouvernement (Intérêt, malgré tout, d'accepter le projet)* [30 octobre 1953] (p. 4713) ; *Eventualité de nouvelles propositions gouvernementales* (p. 4729) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique (Insuffisance des crédits)* [3 décembre 1953] (p. 5927, 5928) ; *le retire* (p. 5928) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 4633 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Pécule payé par tranches)* [6 décembre 1953] (p. 6165) ; P. T. T., Etat A, Chap. 0.700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pensions (Pensions des receveurs retraités avant 1948)* [7 décembre 1953] (p. 6203, 6204) ; *le retire* (p. 6204) ; Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Intégration des contrôleurs principaux dans le corps des inspecteurs et reclassement des surveillantes principales)* (p. 6212) ; *le retire* (ibid.) ; INTÉRIEUR, Article additionnel : *Amendement de M. Quinson tendant à conserver les avantages acquis aux employés des collectivités locales et services concédés pour leurs retraites* [10 décembre 1953] (p. 6390) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'avancement des administrateurs civils de la Préfecture de la Seine* [11 décembre 1953] (p. 6495) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 3293 : *Pensions militaires (Refonte de la grille des traitements établie en 1948)* [11 décembre 1953] (p. 6518) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3141 : *Personnel du contrôle des chemins de fer et de la circulation (Insuffisance de la sécurité routière)* [12 décembre 1953] (p. 6567) ; INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Condamnation par l'Assemblée Nationale de la répression d'une manifestation d'étudiants le 15 décembre 1953* [31 décembre 1953] (p. 7193) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministère pour 1954, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Reclassement*

du corps professoral) [25 février 1954] (p. 526); Chap. 36-41 : *Institut d'anesthésiologie de la Faculté de médecine de Paris* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1601); Chap. 43-41 : *Taux des bourses d'étudiants* (p. 1603); Chap. 46-41 : *Restaurants universitaires* (p. 1622, 1623); Chap. 56-40 : *Agrandissement du conservatoire des arts et métiers* (p. 1683); Chap. 56-82 : *Extension des Archives nationales* (p. 1696); Chap. 31-34 : *Notation du personnel dans le département de Meurthe-et-Moselle, activités post-scolaires* (p. 1711); *Ses explications de vote (bourses, reclassement des enseignants)* (p. 1724); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Expulsions dues à une décision des pouvoirs publics, extension du conservatoire des arts et métiers, immeuble réquisitionné pour l'union des syndicats)* [5 mars 1954] (p. 695); — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, Article unique; *Amendement de M. Anthonioz (Limitation de la prorogation du maintien dans les lieux au 1<sup>er</sup> avril 1957)* [12 mars 1954] (p. 853); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 6 : *Amendement de M. Grimaud (Atténuation de la pénalisation fiscale frappant les ventes des sociétés mères à leurs filiales)* [26 mars 1954] (p. 1338); Art. 22 N : *Son amendement (Montant de la taxe locale destinée aux départements et aux communes)* [29 mars 1954] (p. 1393); Art. 22 O : *Amendement de M. Garet (Aménagement des taxes sur le chiffre d'affaires concernant les produits textiles et vestimentaires)* (p. 1397); Article premier : *Amendement de M. Temple (Taux de la T. V. A. pour les « industries mains »)* (p. 1443); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 30 : *Son amendement (Modification du Conseil supérieur des entreprises de presse)* [20 mai 1954] (p. 2553); *le retire* (p. 2554). — Pose au Ministre de l'Education nationale, une question relative à la situation matérielle des étudiants de Paris [21 mai 1954] (p. 2629). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Présence nécessaire de la France à Genève, confiance au Gouvernement dans ce but)* [12 juin 1954] (p. 2978); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel tendant*

*à exonérer de la contribution foncière les propriétaires âgés de plus de 75 ans, dont les ressources sont insuffisantes* [24 juin 1954] (p. 3050, 3051); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget; Surcompensation des différents régimes d'allocations familiales)* [29 juillet 1954] (p. 3723). — Est entendu sur la désignation des maires-adjoints de Paris [30 juillet 1954] (p. 3748). — Dépose une demande d'interpellation sur l'enquête se rapportant à la divulgation de secrets de la défense nationale [7 octobre 1954] (p. 4568); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Mise au point touchant le « repli » prétendu des interpellateurs en cette affaire (Article du Journal l'express), report suggéré (au 3 décembre) de la discussion du budget de l'Intérieur* [12 novembre 1954] (p. 4973); la développe : *Inaction pratique jusqu'à la mi-septembre du Gouvernement actuel, pourtant informé dès les 2 et 3 juillet par MM. Baylot et Dides, remplacement de M. Baylot à la Préfecture de Police à la veille de la manifestation communiste du 14 juillet (Voir France soir), brillants états de service du commissaire Dides, acharnement contre lui de M. Mitterrand (mis en cause personnellement par le rapport Baranès), vaine demande d'audience du commissaire, son arrestation à la sortie du bureau de M. Chr. Fouchet, critique de cette opération tardive (et de la déclaration de M. Mitterrand au Conseil de la République), recherche nécessaire des bénéficiaires politiques des fuites, « pénétration lente » du parti communiste dans toute la structure de l'Etat, responsabilités du Parlement et du Gouvernement, qui se contente de s'attaquer aux organisations anti-communistes (Discours d'Aix-les-Bains), nécessité de « déterminer les frontières de la liberté », exemples étrangers (Suisse, Grande-Bretagne, U. S. A., Suède, etc.), projet abandonné, analogue, de M. Jules Moch* [3 décembre 1954] (p. 5753 à 5755); *inaction, non trahison, reprochée à M. Mitterrand* (p. 5761). — Pose au Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'expropriation d'un immeuble (annexe de la Bourse du Travail) [12 novembre 1954] (p. 4943). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET

TOURISME), Etat A, Chap. 35-21 : *Sécurité routière* [11 décembre 1954] (p. 6136) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 43-31 : *Rôle de la Fédération des parents d'élèves des écoles publiques* [13 décembre 1954] (p. 6233) ; Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (dames secrétaires des lycées)* [14 décembre 1954] (p. 6314) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 46-11 : *Son amendement indicatif (Restaurants universitaires)* (p. 6321) ; *le retire* (ibid.) ; Etat B, Chap. 66-90 : *Son amendement indicatif (cité universitaire d'Antony)* (p. 6323) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 12 : *Critères des attributions de logements* [26 janvier 1955] (p. 260) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955. I. CHARGES COMMUNES : *Remise en ordre de la fonction publique* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 558, 561) ; *Plan triennal et réforme administrative* (p. 558) ; Art. 36 : *amendement de M. Quinson (Droits acquis des retraités des collectivités locales)* [4 mars 1955] (p. 1113) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 26<sup>ter</sup> : *Son amendement (Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration)* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2328, 2331) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : *Comptes bloqués pour non versement des acomptes provisionnels* [3 mars 1955] (p. 1006) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Liquidation du pécule des prisonniers et vacateurs* [9 mars 1955] (p. 1229) ; Art. 10 : *Amendement de M. Boscury-Monsservin (droit des veuves de guerre à l'allocation spéciale)* [11 mars 1955] (p. 1357) ; *article additionnel de M. Boscury-Monsservin (taux d'intérêt du pécule des prisonniers)* (p. 1369) ; *Son article additionnel tendant à accepter les titres du pécule des anciens prisonniers comme souscription aux emprunts d'Etat* (p. 1369) ; *Son article additionnel (Bonifications accordées aux fonctionnaires anciens combattants)* (p. 1373) ; *Son article additionnel (Reconstitution de la carrière des grands mutilés)* (p. 1374) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955,

Etat A, Chap. 46-11 : *Embauchage des travailleurs de plus de quarante ans* [17 mars 1955] (p. 1561) ; — en seconde lecture du projet de loi relatif aux dépenses du BUDGET ANNEXE DES P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 1020 : *Intégration des contrôleurs dans le cadre des inspecteurs* [12 mai 1955] (p. 2726) ; — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gautier (durée du travail dans les services routiers)* [24 mai 1955] (p. 2927) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement ; Art. 12 : *Son amendement (questions orales hors tour limitées à la seule séance du vendredi)* [21 juillet 1955] (p. 4017) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION AIR, Chap. 52-72 : *Son amendement indicatif (caisse de compensation pour la décentralisation de l'industrie aéronautique)* [23 juillet 1955] (p. 4166) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 35-21 : *Son amendement indicatif (entretien des routes nationales traversant Paris)* [27 juillet 1955] (p. 4353). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative à la suppression des centres médico-psychologiques de la Seine [7 octobre 1955] (p. 4867). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anthonioz tendant à substituer l'avis de l'organisation professionnelle la plus représentative, à celui du Comité départemental de lutte anti-alcoolique* [21 octobre 1955] (p. 5214) ; — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse : *Ses explications de vote (décret relatif aux économiquement faibles)* [16 novembre 1955] (p. 5763) ; — en troisième lecture d'une proposition de loi relative à la Caisse des lettres ; Art. 5<sup>ter</sup> : *Son amendement (exonération des ouvrages de piété)* [22 novembre 1955] (p. 5884).

**GUÉRIN (Mme Rose)**, Député de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription) (C.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommée membre : de la Com-